

# LOI « SÉCURITÉ GLOBALE » : CONTRE L'AUTORITARISME EN MARCHÉ, MOBILISATION GÉNÉRALE !



**L**a loi dite de « sécurité globale », actuellement discutée à l'Assemblée nationale dans le cadre d'une « procédure accélérée », constitue un pas supplémentaire dans le cours autoritaire de la Macronie. Incapable de gérer la crise sanitaire et ses dramatiques conséquences sociales, le gouvernement entend opérer un tour de vis sécuritaire supplémentaire en s'en prenant une fois de plus violemment à nos droits et aux libertés, dont la liberté de la presse.

## POLICE PARTOUT, IMAGES NULLE PART

Symbole de cette volonté de museler toute potentielle contestation sociale, l'article 24 dont l'objectif est d'empêcher la diffusion d'images de policiers en exercice, et donc de violences policières. C'est notamment autour de cet article particulièrement scandaleux que la mobilisation a commencé à s'organiser, contraignant Gerald Darmanin à proposer des amendements, qui sont toutefois très loin de constituer un véritable recul du gouvernement.

L'article 24, même modifié, est en effet toujours là, et il est en outre la partie émergée de l'iceberg ultra-sécuritaire et liberticide que représente la loi « sécurité globale ». Cette nouvelle loi sur la sécurité, qui viendrait s'ajouter à la trentaine déjà votées et mises en œuvre depuis 20 ans, a en effet pour objectif, en instrumentalisant lamentablement le contexte des récents assassinats de Nice et de Conflans, de restreindre encore un peu plus les libertés et de donner toujours plus de pouvoir aux forces de répression.

## TOU.TE.S TERRORISTES, TOU.TE.S FICHÉ.E.S

Comme l'explique la Quadrature du Net, « l'article 21 autorisera la transmission en temps réel des vidéos enregistrées par les caméras individuelles de chaque brigade de police et de gendarmerie, ouvrant la voie à la vidéosurveillance automatisée et particulièrement à la reconnaissance faciale généralisée ». L'article 22, quant à lui, « autorisera

*la surveillance de masse de nos rues par drones, ce qui n'augmentera pas la protection de la population mais servira surtout à renforcer des stratégies violentes du maintien de l'ordre, visant notamment à épuiser et dissuader les manifestants d'exercer leur liberté fondamentale d'exprimer leurs opinions politique ».* Un pouvoir qui assimile les manifestantEs à des terroristes, qui entend se donner les moyens « légaux » de contrôler, de dissuader voire d'empêcher toute expression d'une opposition populaire, c'est un pouvoir qui devient chaque jour de plus en plus autoritaire.

## AMPLIFIER LE RAPPORT DE FORCES

Dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement espérait peut-être faire passer sa loi « sécurité globale » en douce, sans avoir à affronter de mobilisation. Ce n'est pas le cas, et nous pouvons nous en réjouir ! Il s'agit désormais d'amplifier ce rapport de forces, en exigeant le retrait total de la loi « sécurité globale » et en s'opposant, en outre, à toutes les attaques portées contre celles et ceux qui refusent de baisser les yeux face au pouvoir. Le projet de dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) fait ainsi partie de la même politique, dont l'objectif est de faire taire toute critique de leur « ordre républicain ». Au-delà, c'est de l'ensemble de la politique de ce gouvernement qu'il va falloir se débarrasser : le cours autoritaire du pouvoir accompagne en effet sa faillite dans la gestion de la crise sanitaire, qui lui fait redouter des explosions sociales. L'heure est donc à la mobilisation face à un gouvernement qui est prêt à tout, y compris l'écrasement des droits démocratiques élémentaires, pour sauver un système aussi dangereux qu'à bout de souffle. Nos libertés, nos vies... pas leurs profits !

## POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil  
Ou par mail à : [contact@npa2009.org](mailto:contact@npa2009.org)

Nom : ..... Prénom : ..... Ville : .....

Tél. : ..... Mail : .....